

CHAPITRE H2

GRANDES PUISSANCES ET CONFLITS DANS LE MONDE DEPUIS 1945

CHAPITRE H2a

LES CHEMINS DE LA PUISSANCE : LES ETATS-UNIS ET LE MONDE DEPUIS 1945

I – Les Etats-Unis, une superpuissance leader du « monde libre » (1945-1989) ?

- A) Les Etats-Unis assument leur puissance au lendemain de la Seconde Guerre mondiale (1945-1947)
- B) Les Etats-Unis dans la guerre froide : une puissance au service de la défense d'un modèle
- C) Une superpuissance qui se trouve contestée par son propre camp

II – Une hyperpuissance, leader du monde ? (1989 à nos jours)

- A) De la superpuissance à l'hyperpuissance (1989-2001)

L'essentiel : Après la fin de la guerre froide, les Etats-Unis apparaissent les garants d'un « nouvel ordre mondial » car aucune puissance ne peut prétendre s'opposer à eux. Cette force garantit que le monde entier va adopter le modèle américain (capitalisme libéral et démocratie) ; c'est, selon Francis Fukuyama, la « fin de l'histoire ». Si les Etats-Unis remportent des succès spectaculaires durant les années 90 (création de l'OMC ; accords d'Oslo...), des oppositions à leur puissance demeurent et sont symbolisées à travers les attentats du 11 septembre 2001.

Dès la fin des années 80, il apparaît qu'il n'y a plus qu'une seule superpuissance, présente dans tous les domaines et sans rivale (d'où le néologisme d'hyperpuissance pour la désigner dû au conseiller de François Mitterrand, Hubert Védrine). Certains penseurs (Francis Fukuyama : « *La fin de l'Histoire* ») annoncent la victoire du modèle démocratique et capitaliste libéral prôné par les Etats-Unis et l'avènement d'une paix universelle (puisqu'il n'y aurait plus d'oppositions fortes dans le monde). Les Etats-Unis, à l'initiative du président George H. Bush, pensent avoir la mission d'être les garants d'un nouvel ordre mondial appuyé sur l'ONU (multilatéralisme = gestion à plusieurs des grands problèmes du monde)...

Cela revient dans les faits à imaginer un monde unipolaire tournant autour des idées des Américains. Ainsi, au milieu des années 90 (1995), la création de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) entérine le principe de la liberté du commerce dans le monde. La « mondialisation » apparaît alors comme un phénomène voulu par les Etats-Unis et qui profite aux multinationales américaines (Nike, Apple...).

Les actions menées par les Etats-Unis au cours des années 90 montrent qu'ils sont bien ces « gendarmes du monde » qu'ils ambitionnaient d'être : ils conduisent la coalition qui libère le Koweït (1990-91), sont les seuls à apporter une solution aux conflits dans l'ex-Yougoslavie (accords de Dayton de 1995). Ces actions sont menées en utilisant la structure militaire de l'OTAN qui déborde donc le simple cadre ouest-européen et intègre même dès 1997 d'anciens pays communistes d'Europe de l'Est. Le président Clinton réussit même à patronner la signature d'accords historiques entre Israël et les Palestiniens (accords d'Oslo de 1993) et orchestre la photo symbolique entre Yasser Arafat pour l'OLP et Yitzhak Rabin pour Israël devant la Maison-Blanche.

B) Une hyperpuissance aux pieds d'argile ? (2001 à nos jours)

L'essentiel : Hyperpuissance, les Etats-Unis ne sont finalement pas intouchables ; c'est ce que proclame le 11 septembre 2001 à la face du monde. En voulant venger l'affront et conjurer la menace, le président George W. Bush ne fait qu'attiser l'antiaméricanisme dans le monde. L'élection de Barack Obama (2008) marque un retournement de la politique américaine ; le multilatéralisme redevient un objectif pour les Etats-Unis mais le président hésite à engager les Etats-Unis dans de nouvelles actions. Nouvelle volte-face avec la présidence Trump qui place les Etats-Unis dans une sorte de néo-isolationnisme tout en multipliant les tensions y compris avec les alliés les plus proches. Dans le même temps, les Etats-Unis demeurent dominants dans de nombreux domaines (même si la progression chinoise les inquiète)... mais tout en étant limités par des problèmes politiques et budgétaires.

Pourtant, cette puissance mise au service de la paix dans le monde va montrer de rapides limites. Dès 1993, l'intervention militaire en Somalie est un échec et provoque un rembarquement des forces américaines. La contestation des Etats-Unis vient d'un peu partout mais surtout des pays musulmans qui, à la suite de l'Iran islamiste, voient dans les Etats-Unis « le grand Satan ». Les intérêts américains commencent à être victimes d'attaques à la fin des années 90 qui sont attribuées à une organisation terroriste, Al Qaida (notamment les attentats en 1998 contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie). Les attentats du 11 septembre 2001 (contre le World Trade Center à New York et le Pentagone à Washington) vont précipiter une radicalisation des attitudes.

Jugeant que les attentats sont révélateurs d'un conflit de civilisations (selon les idées défendues par le politologue Samuel Huntington), l'administration Bush Jr va se poser en chantre d'une « croisade » contre les Etats-voyous (*rogue states*) : attaque contre l'Afghanistan (décembre 2001) ; guerre contre l'Irak (2003). S'estimant victimes, les Etats-Unis s'enfoncent dans l'unilatéralisme (ils interviennent en Irak sans l'accord de l'ONU), le manichéisme (« ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous » selon George W. Bush) et agissent selon leur seule vision du monde (c'est le cas lors de l'intervention en Irak). Si cette attitude provoque une levée de boucliers un peu partout dans le monde contre cette politique sans nuances, la traque des terroristes conduit même à une réduction des libertés aux Etats-Unis (*Patriot Act* d'octobre 2001). L'image des Etats-Unis s'affaiblit, y compris dans les démocraties occidentales qui en sont les principaux alliés ; la question de l'intervention en Irak divise les pays européens et conduit l'administration Bush à se moquer de la « la vieille Europe » frileuse qu'incarneraient la France et l'Allemagne. La divulgation d'images montrant des soldats américains commettant des actes inqualifiables au cours des interventions en Afghanistan et en Irak, la question des prisonniers internés sans jugement sur la base de Guantanamo accentuent cette rupture avec l'image d'une Amérique défendant les libertés et les principes démocratiques. L'antiaméricanisme progresse et la personnalité de George W. Bush est l'objet de nombreuses moqueries.

Même si les modes, le cinéma, la musique continuent à trouver leur source le plus souvent aux Etats-Unis (c'est ce qu'on qualifie de *soft-power*), les Etats-Unis n'apparaissent plus comme une puissance solide. Le pays traîne depuis des années un endettement faramineux (plus de 16 000 milliards de \$ de dette pour l'Etat américain, soit plus que le PIB du pays). La crise a fait des ravages dans le pays qui se trouve confronté à la concurrence de nouveaux rivaux, notamment dans les pays émergents, au plan économique... et qui doit compter sur leur argent pour pouvoir supporter ses dettes. La dégradation de la puissance économique des Etats-Unis impacte leur poids diplomatique. Des Etats concurrents comme la Russie ou la Chine n'hésitent pas à braver les positions soutenues par les Etats-Unis (par exemple sur la question syrienne) ; les Etats-Unis n'ont par exemple pas été retenus pour entrer dans l'Organisation de Coopération de Shanghai regroupant des pays asiatiques comme la Chine et la Russie (2001) et même le Japon se montre moins docile (volonté de récupérer son intégrité territoriale par la fermeture des bases américaines encore restantes). On voit même la Corée du Nord menacer directement les Etats-Unis d'attaque nucléaire. Les Etats-Unis ont donc une certaine tendance à se désintéresser de la « vieille Europe » pour regarder vers l'Asie.

Les Etats-Unis tendent aussi à se trouver paralysés au plan politique. Les présidents démocrates (Clinton dans les années 90 puis Obama) se trouvent confrontés à des majorités républicaines au Congrès qui bloquent leurs réformes notamment pour essayer de réduire le déficit budgétaire.

Le retrait décidé d'Irak ou d'Afghanistan lié aux conditions difficiles (attentats, bavures) pour la présence américaine dans ces pays et au coût élevé de cet engagement dans un contexte de déficit chronique

du budget peut indiquer un certain désengagement. Les Etats-Unis souhaitent réduire leurs dépenses militaires ; ils n'interviennent ainsi pas directement en Libye (2011) mais sont dans une logique de « *leading from behind* » (diriger depuis l'arrière). Aux Etats-Unis, des courants préconisent même un retrait plus important encore des affaires du monde pour que le pays se recentre sur de « vraies valeurs » ; c'est notamment le cas des partisans du Tea-Party qui prônent pour certains un néo-isolationnisme. L'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche (élection : novembre 2016 ; prise de pouvoir : janvier 2017) traduit cette nouvelle vision des choses : retour à l'unilatéralisme ; politique étrangère illisible (ex : Corée du Nord traitée en amie ; guerre commerciale avec la Chine ; abandon des Kurdes aux appétits turcs) qui inquiète les alliés traditionnels (voir derniers sommets du G7 ou l'attitude du président américain lors des célébrations du centenaire de l'armistice en 2018). Les doutes pesant sur l'ingérence russe dans l'élection, voire dans la politique internationale, de Donald Trump contribuent à faire douter certains du devenir de la puissance américaine. Quant à la manière dont Trump hystérise le débat politique aux Etats-Unis à travers une ambiance perpétuelle de victimisation (interdiction de certains journaux réputés à la Maison-Blanche ; défense contre le début de procédure d'impeachment), il inquiète de nombreux spécialistes (Trump accepterait-il une éventuelle défaite à la présidentielle de 2020 ?). L'image des Etats-Unis dans le monde, restaurée pendant la présidence Obama, apparaît de plus en plus dégradée.

Conclusion : Superpuissance au sortir de la Seconde Guerre mondiale, hyperpuissance à la fin de la guerre froide, les Etats-Unis ne sont pas entrés en déclin comme une partie de l'opinion mondiale aime à le croire. Leur situation s'est transformée parce que le monde s'est transformé. Hormis la Russie (et dans une moindre mesure la Chine), les Etats-Unis n'ont pas d'Etats à leur niveau et ils resteront la première puissance mondiale pendant des dizaines d'années sans doute. Cependant, leur position, leur action, doit forcément s'adapter aux nouvelles réalités du monde. On peut estimer qu'ils sont largement devenus leur propre adversaire : les multinationales américaines en délocalisant largement les productions industrielles ont contribué à une hausse du chômage et de la pauvreté dans le pays. Le refus de l'administration Obama de se lancer dans des opérations extérieures officielles (en Syrie, par exemple), en dépit des attentats de l'Etat islamique contre le monde occidental, a donné l'impression que les Etats-Unis avaient perdu leur capacité à être craints (notamment par la Russie de Poutine). Le monde est donc vu par une partie de la population américaine (pas forcément la plus pauvre d'ailleurs, comme on l'a beaucoup dit après l'élection de Donald Trump) comme un danger dont il faut se préserver (dénoncer les accords internationaux comme ceux sur le climat ; renforcer les murs à la frontière avec le Mexique...). L'administration Trump, qui est entrée en fonction fin janvier 2017, semble jeter à bas une certaine idée des rapports entre les Etats-Unis et le monde (y compris avec leurs plus vieux alliés) : retour à du protectionnisme, guerre commerciale avec l'Europe et la Chine, abandon des processus mis en place sous Obama (accords de Paris (COP21) ou accord avec l'Iran sur le nucléaire), désintérêt des affaires du monde qui ne menacent pas directement les Etats-Unis ce qui peut apparaître comme une forme de néo-isolationnisme (en novembre 2018, Donald Trump n'est allé visiter les soldats américains dans une zone sensible du monde qu'à une seule reprise – il ne va même pas rendre hommage aux Américains morts sur les champs de bataille de la Grande Guerre – alors que c'était un passage obligé pour tous ses prédécesseurs ; il ne sort quasiment jamais des Etats-Unis pour des visites officielles)